

14 juillet 1982 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à TF1 en direct du Parc de l'Élysée, mercredi 14 juillet 1982.

QUESTION.- (Bruno Masure).- Nous sommes effectivement dans les jardins de l'Élysée, François Mitterrand, merci d'être ici. Vous venez juste de rentrer de Toulon où vous avez présidé cette revue navale. Ce matin, la marine était donc à l'honneur. Est-ce que cela veut dire que cela va se concrétiser prochainement, concrètement, disons budgétairement, la marine fait actuellement à peu près 18 % du budget de la défense, est-ce que le gouvernement prévoit un effort particulier pour cette arme ?

- LE PRÉSIDENT.- Les choses ne sont pas directement liées, bien entendu. Ma présence à Toulon ce matin signifiant bien l'importance que revêt notre marine pour moi et pour le gouvernement. D'abord, vous avez pu constater vous-même la qualité des équipages, la force, la puissance de cette marine. C'était en Méditerranée. Mais notre marine est présente sur tous les océans. Elle remplit des rôles strictement militaires qui justifient que des crédits fort importants lui soient attribués : elle est un élément déterminant de notre force stratégique nucléaire avec les sous-marins particulièrement. Et puis elle remplit des rôles que l'opinion ne connaît pas bien, des rôles humanitaires. Savez-vous que ce sont des navires français qui ont ramené par milliers des personnes qui, en Asie, seraient perdues, livrées à la piraterie, au brigandage, à la mort, si nul ne venait à leur secours. C'est ce que notre marine a fait et continue à faire, par exemple sur les côtes du Liban actuellement. Et puis, il y avait la beauté du spectacle. Cela n'est pas indifférent. Ces équipages, leurs navires, la rade de Toulon, la ville de Toulon, la beauté du ciel, du temps, le sentiment de la grandeur et de la force de la France au travers d'une armée d'élite.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vos propos le montrent assez bien les relations entre l'armée et le pouvoir de gauche semblent idylliques. C'est presque une divine surprise. Pourquoi, à votre avis, à cause de la loyauté infaillible de l'armée ou à cause de la politique de défense que vous venez de marquer par la continuité et qui a pu décevoir certains militants socialistes ?

- LE PRÉSIDENT.- Non, qu'est-ce que c'est que cette dernière phrase. Les militants socialistes ont toujours été des défenseurs de la patrie. Ils l'ont montré pendant la guerre en particulier, en étant parmi les principaux animateurs de la Résistance. Naturellement, nous avons des conceptions. Ces conceptions sont défendues dans des circonstances souvent difficiles et j'ai aujourd'hui la responsabilité du principal du pouvoir. La question, pour moi, ne se posait pas des relations de l'armée et de la République. Quand je suis arrivé, tout à l'heure sur le Georges Leygues `bateau`, tous les équipages ont crié, selon la tradition d'ailleurs, six, sept fois, vive la République ! Vive la République ! Bien entendu, ils pensent aussi vive la France ! et ils ont bien raison. Mais vive la République ! ça a un sens. Le Président de la République est tout naturellement le chef de l'armée. Je suis le premier responsable de l'armée française. Donc, la question ne se posait pas, des préjugés peut-être, des idées toutes faites, pas beaucoup. La preuve, c'est qu'elles n'ont pas résisté à l'expérience. Et dès les premières semaines de mon élection, j'ai pu constater la loyauté naturelle et non pas forcée de l'armée, de ses cadres, de la troupe. Si vous avez dit le mot idyllique, c'est parce que, en tant que journaliste, vous entendez des échos, vous percevez les courants d'opinion. C'est vrai que nous nous entendons bien avec l'armée de la France et c'est tout naturel.\

QUESTION.- Nous faisons allusion à une revendication qui est très populaire chez les jeunes, c'est le fameux service militaire à six mois. Alors, est-ce que cela sera fait avant la fin de votre

C'est le fameux service militaire à six mois. Alors, est-ce que cela sera fait avant la fin de votre septennat ? LE PRESIDENT.- Je ne peux pas le dire sinon que cette proposition que j'ai moi-même émise, devrait pouvoir rencontrer les conditions techniques et pratiques qui le permettraient. L'Etat-Major de l'armée, le ministère de la défense, ont une opinion plus restrictive sur ce point en pensant que si l'on doit diminuer la durée du service militaire, il faut procéder par étape. C'est douze mois, ce n'est pas intangible. Ça pourrait être onze, ça pourrait être moins. Nous avancerons avec prudence parce qu'il nous faut tenir une armée en bon -état, il faut disposer de l'armée nationale, de l'armée qui repose sur la conscription et donc sur la présence du peuple dans ses rangs. Pour cela, il faut tenir -compte aussi des exigences, de la pratique, c'est ce que je fais.\

QUESTION.- Monsieur le Président, aujourd'hui 14 juillet, on célèbre traditionnellement l'unité nationale. L'an dernier, à ce même micro, vous aviez dit qu'il ne fallait pas confondre l'unité nationale et l'unanimité. Est-ce que vous avez le sentiment que cette notion d'unité nationale s'est dégradée ou non depuis un an. Est-ce que vous pensez que les grandes et petites querelles, sérieuses ou pas sérieuses, qui ont agité le monde politique ces temps-ci, ne sont pas minimales par rapport à la nécessaire mobilisation des Français sur des objectifs beaucoup plus sérieux, beaucoup plus importants ?

- LE PRESIDENT.- En profondeur, je ne crois pas que l'unité nationale ait été altérée. En surface, ce sont souvent les polémiques, les disputes politiques qui semblent donner le ton, mais cela ne me paraît pas exact par rapport à la volonté réelle de notre peuple. Bien entendu, nous sommes en démocratie. Il faut respecter les normes de la démocratie. Chacun a droit à la parole. On s'exprime parfois un peu haut sur le mode aigu de part et d'autre. Mais, j'ai le sentiment, c'est ce que personnellement je sens, que l'unité nationale pour des grandes choses que les Français ont à faire ensemble, elle n'est pas altérée, au contraire, elle retrouve avec la politique du gouvernement qui cherche plus de justice et plus d'égalité, elle retrouve des fondements qu'elle n'aurait jamais dû perdre.

- Votre question me conduit, m'adressant aux Français, à redire quelques idées qui me sont chères. Nous vivons une révolution. C'est une révolution industrielle avec des conséquences multiples, le déplacement des centres de puissance et de décision dans le monde, la transformation radicale des moyens d'information et de communication entre les hommes, un bouleversement technologique constant, la naissance difficile de la société urbaine, de la ville avec les problèmes de sécurité que cela pose. Nous vivons une révolution et nous sommes en pleine bataille : bataille économique pour le retour à la prospérité, la croissance, bataille politique pour la -défense de notre indépendance nationale et aussi, il faut le dire, pour plus de justice sociale. Si nous voulons garder - et nous voulons garder à la France son rang -, eh bien il faut que nous soyons les meilleurs. Alors, est-ce que nous le pouvons ? Moi, je suis de ceux qui pensent que la France lorsqu'elle le veut le peut. Nous sommes aujourd'hui le 14 juillet. Nous célébrons le 14 juillet 1789 `révolution française`. C'est un grand acte historique mais aussi un symbole. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela veut dire que l'on célèbre encore, et on continuera de célébrer longtemps, l'un des plus beaux sursauts de notre volonté nationale. Moi, ce que je veux, c'est que la confiance et l'adhésion populaires et surtout des forces du travail et de la production permettent à la France de retrouver son rang et la grandeur d'affirmer ce qui doit l'être.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous parlez d'adhésion, d'adhésion populaire mais nous avons en mémoire des manifestations d'agriculteurs, de petits patrons, de cadres, de sidérurgistes, avez-vous le sentiment d'avoir ce consensus social pour réussir ?

- LE PRESIDENT.- Vous savez si nous ne l'avons pas, nous ne serions pas responsables des affaires de la France et si nous ne l'avons pas, nous nous trouverions devant une situation économique et sociale infiniment plus grave encore que celle que nous devons affronter. J'admire au contraire le civisme de la plupart des Français. Certes, il est normal que des organisations, dont c'est le rôle, affirment des revendications, des besoins, des aspirations, qui ne peuvent être satisfaites toutes à la fois. C'est leur rôle. Souvent, je les invite à comprendre qu'elles doivent insérer leurs revendications dans l'effort national. Elle le comprennent souvent et parfois, surtout que les temps sont difficiles, il leur faut bien défendre les intérêts immédiats dont elles ont la

charge. Seulement, il faut bien se dire qu'il n'est pas de nation, qu'il n'est pas d'Etat, qui n'aient pas de grande politique et de réussite nationale si les revendications particulières prennent le pas sur l'intérêt de tous. Bien entendu, l'intérêt de tous, il est fait aussi des intérêts particuliers. Et c'est cette synthèse, cette difficile harmonie dont le gouvernement a la charge.\

` Suite réponse sur le consensus social ` Les indéniables sacrifices subis ou consentis par un grand nombre doivent être toujours associés à un effort de justice pour les plus faibles, les plus démunis. Bref, que l'on sache distinguer entre ces derniers et la situation des privilèges, qui eux doivent cesser de dominer l'économie française. Voilà, ce en quoi je crois, c'est à l'esprit d'initiative, à l'esprit d'invention, à l'esprit de création. Si nous voulons gagner, il faut que l'on sache comment lutter contre l'inflation qui nous mine et contre le chômage qui nous ruine et qui sont un héritage reçu. Il n'est pas facile de s'en débarrasser. Lutter contre les privilèges, les inégalités, les injustices, mais aussi lutter pour l'initiative, l'audace dans l'initiative, l'intelligence créatrice dans notre industrie en-particulier, restructurer une industrie qui est tombée en morceaux, mettre l'accent sur les technologies victorieuses des prochaines années, ne pas abandonner bien entendu les technologies qui font vivre des millions de Français et qui sont nécessaire à l'économie française.

- Et puis, reconquérir notre marché intérieur. Il y a simplement dix ans, 25 % du marché français appartenait aux étrangers. Aujourd'hui, c'est 35 %. Enfin, ce que j'ai recueilli en 1980, c'était 35 %. Est-ce que cela va continuer comme cela ? Et on s'étonne de l'inflation et du déficit extérieur. Il faut reconquérir notre marché intérieur et pour cela il faut que la puissance publique aide les industries non seulement les industries devenues nationales ou nationalisées, mais aussi les industries privées. Il faut que l'Etat ne se substitue pas à ces entreprises mais il faut qu'il aide, qu'il donne l'élan, qu'il comprenne, qu'il apporte un élément d'optimisme, de confiance et de volonté. Alors, cela nous entraîne bien loin, mais vous savez les soldats de l'an II, c'étaient les fils de la révolution : 14 juillet 1789 - 14 juillet 1982. Moi, je crois qu'il y a toujours quelque part et en très grand nombre les fils de la révolution nécessaires pour la grandeur de la France.\

QUESTION.- Monsieur le Président, je m'étonnais, il y a quelques semaines, quand je remarquais votre remarquable sérénité, auprès de votre femme, et elle me disait c'est peut-être parce qu'il est sûr de lui. Alors, je voulais vous demander si vous êtes, un an après, toujours aussi sûr de vous alors que certains hebdomadaires disent que vous êtes dans la mauvaise passe, que certains sondages sont moins bons.

- LE PRESIDENT.- Les sondages ne sont pas ma loi. Si je les avais écoutés peu de temps avant d'être élu Président de la République, où en serais-je ? Mais je dois dire qu'ils ne sont pas si mauvais que ça. Les courants d'opinion tels qu'ils s'expriment marquent qu'une majorité des Français, une nette majorité des Français, souhaite la réussite de ce gouvernement et du Président de la République française. Nous sommes dans une période difficile. Qu'est-ce que je viens de dire à l'instant ? Eh bien qu'il fallait soutenir un effort rude qui exige que chacun s'y mette dans la plus grande justice possible. C'est une crise internationale, elle nous assaille. Nous avons nos propres problèmes. Tout cela s'ajoute. Et ce n'est pas ma situation, ma politique ou notre politique qui sont en difficulté, c'est la France qui est en difficulté depuis des années et qu'il faut sortir de l'ornière. C'est à quoi je m'applique, en tout cas, avec confiance dans les Français.\

QUESTION.- Monsieur le Président, une dernière question d'actualité. Vous avez parlé tout à l'heure du Liban. Quelles sont à votre avis, -compte tenu des initiatives que vous prenez ou des informations dont vous disposez, quelles sont les chances d'aboutir à la paix au Liban ?

- LE PRESIDENT.- Les chances ne dépendent pas de moi, ni malheureusement de la France seule. Disons que la France y contribue éminemment. La France est reçue comme l'un des rares pays du monde capable de réaliser des synthèses, de faire des propositions reçues par tous. Bien entendu, on est toujours contesté ici ou là selon les circonstances, mais au total la France est présente dans le Proche-Orient comme elle le doit, selon son histoire, et lorsque nous proposons que le cessez-le-feu devienne réel, que les combattants s'écartent les uns des autres, que nul ne cherche l'humiliation, qu'on évite la réduction de Beyrouth à l'état d'une ville assiégée et

finalement détruite, tout cela, c'est à la fois pour l'honneur d'Israël et pour l'honneur des Palestiniens et pour l'honneur, l'intégrité et la souveraineté du Liban et que, entre les combattants dans une première phase, s'installe une force internationale, garantie par l'Organisation des Nations unies, à laquelle la France participera si on le lui demande, et pleinement, c'est une condition raisonnable. Mais cela ne peut se faire qu'avec l'accord des combattants, qu'avec le soutien des organisations qualifiées et, bien entendu, afin de préparer une deuxième phase qui verra le Liban restauré dans sa souveraineté, c'est-à-dire non soumis aux pressions extérieures. J'espère que cela permettra, si l'on passe par ces conditions, le rétablissement de la paix avec le commencement d'un temps nouveau. Celui où les adversaires d'aujourd'hui et d'hier commenceront à parler pour définir ensemble ce qui pourrait être leur vie commune dans la même région du monde.\

QUESTION.- Une toute dernière question, monsieur le Président, vous aviez annoncé lors de votre conférence de presse que vous vous adresseriez directement aux Français. Vous pensez le faire à la rentrée ou avant ?

- LE PRESIDENT.- Je suis en-train de le faire.

- QUESTION.- Vous avez dit que vous inaugureriez une formule plus directe avec les ...

- LE PRESIDENT.- J'ai été moins précis que cela, je ne demande qu'à l'être. J'ai, en effet, l'intention au moment opportun, c'est-à-dire bientôt, de m'adresser régulièrement aux Français en répondant à leurs questions et donc en traitant les problèmes qui les prennent à la gorge pour leur montrer que si tout est difficile, nous n'en sommes pas moins unis, eux et moi, eux et le gouvernement pour résoudre nos problèmes. Alors, je ne prétendrai pas les résoudre comme ça par enchantement, par la simple magie de la parole. Mais ils sauront quelles sont les préoccupations et la principale d'entre elles : qu'on sorte ensemble de la difficulté qui, depuis plusieurs années, pèse sur nous. Je vais m'expliquer avec eux et je n'ai aucun dédain pour les intermédiaires que vous êtes. Vous êtes des professionnels du journalisme. Vous remplissez votre fonction et je n'ai pas lieu de m'en plaindre. Simplement, de temps en temps, il est bon qu'il y ait une relation directe entre le Président de la République, élu par les Français, et les Français eux-mêmes.\

QUESTION.- Monsieur le Président, nous allons vous rendre à vos 6000 invités. Il y a bien sûr des invités politiques, du monde littéraire, etc ... il y a beaucoup de sportifs, cette année, il y a également les deux spationautes. J'ai vu que vous aviez invité les 22 tricolores de l'équipe de France. Vous n'êtes pas rancunier. Vous avez même invité le gardien de but.

- LE PRESIDENT.- A vrai dire, ces invitations, c'est un casse-tête. Je vous en fais la confiance. On ne peut pas répéter d'une année sur l'autre les mêmes. Alors, ceux qui ne sont plus invités bien qu'ils soient très estimés ici, en éprouvent un peu d'amertume et puis on en invite d'autres. Il y avait des listes fixées depuis des années, vous savez c'était un peu automatique. On essaie simplement d'y mettre un peu de renouveau. Il y a ceux qu'on invite, on pourrait en inviter d'autres aussi. Combien le mériteraient d'être reçus ici dans cette maison commune de la France qu'est le Palais de l'Élysée, beaucoup plus que ma maison à moi. C'est la maison des Français. On essaie de faire au mieux et s'il y a des sportifs aujourd'hui, c'est tant mieux, après tout l'équipe de France de football. Je veux dire que j'ai commencé sur une mauvaise impression, je ne suis pas le seul. Et puis à mesure que ça a avancé et surtout ce formidable match contre l'Allemagne, l'Allemagne fédérale `RFA`, quelle équipe admirable au jeu aérien ! L'un des plus beaux que j'ai vu au-cours de ces dernières années. Puis du courage, de la volonté, un peu de malchance, peut-être un peu d'injustice, mais enfin on ne va pas toujours plaider contre les arbitrages. C'est une belle équipe de France, ceux qui l'ont constituée, pas simplement les onze ce jour-là, mais les vingt et un qui ont participé à l'ensemble des matchs, avec un regret c'est que le vingt deuxième, ce gardien de but que je trouve si remarquable et qui s'appelle Baratelli, n'ai pas eu le droit à participer à la fête. Après tout, l'entraîneur a ses raisons. Il n'est pas obligé de me les communiquer.\